

Le désarmement selon Reagan et Gorbatchev

Suite de la page 1

mois dernier, chacun dans son camp, ses partenaires respectivement à Sophia en Bulgarie pour Gorbatchev et à New York pour Reagan.

Ces veillées d'armes ont permis aux observateurs de dégager quelques considérations.

D'abord la position de Gorbatchev rendue publique à Paris lors de ses entretiens avec le Président français, M. Mitterrand. Celle-ci prévoit entre les Etats-Unis et l'URSS, outre l'interdiction complète des armements spatiaux d'attaque, une réduction de 50 % de leurs armements nucléaires internationaux. Gorbatchev est allé plus loin en proposant entre l'URSS et l'Europe en particulier avec la France et la Grande-Bretagne un "accord séparé" permettant une réduction mutuelle des armes nucléaires de moyenne portée.

Cette offre n'est pas alléchante pour les Américains qui refusent systématiquement la mise en sommeil de l'IDS (Initiative de défense stratégique). Au contraire, le congrès américain a donné son aval pour la construction de nouveaux missiles balistiques intercontinentaux dont la très célèbre MX, l'arme de première frappe dans la guerre nucléaire limitée.

Le président Reagan qui a qualifié les propositions russes d'inacceptables dans certains de ses points-clés, a envoyé son secrétaire d'Etat, M. Schultz à Moscou pour des pré-négociations. Déjà, quatre

pilliers des thèses américaines dont les détails seront connus prochainement. Pour cela le round de Genève doit être prolongé d'une semaine, selon le vœu de Reagan qui propose entre autres, la réduction profonde des armes stratégiques, la poursuite du programme de l'IDS. Rappelons que le président américain avait même lancé une menace de rupture de négociation si Moscou ne précisait pas sa position sur son désengagement dans les guerres localisées en Afghanistan, Cambodge, Angola, Ethiopie et Nicaragua.

Ainsi donc, les super-grands se livrent au jeu de cache-cache si pas de collin-maillard qui friserait la méfiance réciproque. Ce qui a fait dire à Washington que l'autre partie doit s'abstenir à la tricherie.

Pourtant, l'on sait pertinemment bien que depuis 1969, année des négociations de Salt I, Moscou et Washington ne jouent jamais carte sur table. Il en fut de même en 1977 pour Salt II.

Après les coups de cape du débat de cette année à Genève entre Schultz, le secrétaire d'Etat américain et l'ancien ministre des Affaires étrangères, M. Andrei Gromyko, portant sur l'"option zéro" et la "guerre des étoiles", les observateurs ont perçu une lueur d'espoir sur la mise en veilleuse course aux armements n'est pas près de prendre fin.

Eyenga Sana.

A la réunion du Comité régional du Parti Les travaux de l'aéroport de Kavumu reprendront bientôt

Aussitôt rentré de Kinshasa où il a été recevoir comme ses homologues des instructions particulières du Président-fondateur du MPR, Président de la République et participer à la session d'évaluation du Conseil exécutif pour les 2ème et 3ème trimestres de l'année en cours, le Président régional du MPR, Gouverneur de Région, le citoyen Mwando Nsimba, s'est immédiatement mis au travail. C'est ainsi qu'il a présidé le lundi, 4 novembre dernier à son Cabinet, la réunion mensuelle du Comité régional du Parti.

Un seul point: rapport de mission.

Un seul point figurait à l'ordre du jour, à savoir le rapport de mission du Président Régional du MPR, Gouver-

neur de Région, au Comité Régional du Parti.

Ce rapport a comporté deux volets: le premier relatif aux instructions particulières du Président-fondateur du MPR, Président de la République instructions qui faisaient suite à la récente grande déclaration du Comité central du MPR rappelant les principes fondamentaux de notre Parti-Etat; le deuxième relatif à la session d'évaluation du Conseil exécutif et aux directives de chaque Département.

Le MPR, seule source de pouvoir

S'agissant du premier volet, il a été rappelé aux Présidents Régionaux du Parti leurs responsabilités en rapport avec les principes fondamentaux du MPR; l'encadre-

ment politique des masses militantes et la vigilance pour la sauvegarde des acquis de la Révolution. A ce sujet, le Comité régional rappelle à son tour à tous les Comités de base du

MPR, à tous les cadres et à tous les habitants de la région que le MPR est la Nation zaïroise organisée politiquement, que tout Zaïrois est membre du MPR, que celui-ci est la seule source du pouvoir et que le monopartisme demeure le seul système politique du Zaïre. Ne pas se conformer à ces principes constitue une déviation qui doit être punie en tant que telle. Le Comité régional du MPR demande donc aux Comités de base et à tous les responsables d'assurer un encadrement politique adéquat des masses, d'

Suite en page 10

Mobutu à la 12ème Conférence des Chefs d'Etat et d'Afrique à Paris

Suite de la page 1

Le Zaïre qui prépare déjà dans l'allégresse le 20ème anniversaire de la Deuxième République accueillera aux festivités du 24 novembre prochain l'épouse du président français, Mme Danielle Mitterrand qui visite pour la première fois notre pays. En se faisant représenter par son épouse, M. François Mitterrand vient une fois de plus de prouver sa sympathie à l'endroit du Zaïre, pays qui, sous

la Deuxième République, ne cesse de récolter des résultats performants qui contribuent, à bien d'égards, au bien-être de sa population. Le Maréchal Mobutu et son homologue ont également parlé de la Conférence des Chefs d'Etat de France et d'Afrique, un cadre qui a toujours facilité la concertation des nations africaines avec la France dans la recherche des solutions satisfaisantes

aux problèmes de l'Afrique. Après la 12ème Conférence qui a tenu ses sessions dans la ville de Bujumbura au Burundi en décembre douzième à Paris, ville où Mobutu aura pris part les 11, 12 et 13 novembre 1985.

Bashonga Ruch

COOCEC

Suite de la page 1

Le secteur précis des coopératives qui fonctionnaient, depuis près de douze ans déjà, sans aucun contrôle officiel.

Un délai de six mois a été accordé aux coopératives pour qu'elles se conforment à la première instruction émise le 30 septembre 1985 par la Banque du Zaïre, instruction qui annonce d'autres compléments susceptibles de mettre fin à l'anarchie qui risquait de perturber le développement de ce secteur vital de l'économie du pays.

L'examen de l'instruction - au total vingt-deux articles - fait entre autres ressortir l'obligation des coopératives d'épargne et de crédit de se doter d'un organe indépendant qui doit s'occuper de l'octroi des crédits, le volume d'épargne (125.000 zaïres au moins) que doit gérer toute coopérative, les modalités de gestion des prêts et les peines à infliger aux éventuels détour-

neurs des fonds des coopératives.

L'on perçoit donc le caractère salubre de l'instruction qui résoudrait, si elle est appliquée scrupuleusement, les différents problèmes auxquels se heurtent les COOCEC et les COOPEC.

En ce qui concerne la COOCEC/Kivu, on notera qu'elle a dernièrement après avoir suspendu les prêts pour plus de lu-

mière dans sa gestion entamé le processus de recouvrement des sommes dues. Les sommes faites aux membres solvables mais ce jour elles sont vaines. Aussi à la Justice n'est pas possible. d'ailleurs que COOPEC n'ont pu là de personnel d'ici.

Bashonga Ruch

La lettre de l'éditeur

Ces parlementaires tout de même

Suite de la page 1

ment de la famille de la victime, le BWARO...

Ce que je retiens de tout cela et de la séance du 31 octobre dernier passée au Kivu, la Nation à écouter les deux parties, la maturité politique de nos élus n'a pu être prouvée. Preuve : les parlementaires du Nord-Kivu ne se sont pas passés des autres en solitaires leur politique SECTAIRE (est de moi). Le grand perdant, et je le pense, c'est évidemment le peuple du KIVU.

L'on sait qu'un groupe parlementaire a pour rôle de discuter de problèmes de l'ensemble de la région. A l'issue de l'ensemble des séances parlementaires, les commissaires pleurent dans leur rapport synthétique les priorités régionales qui, généralement, la chance d'être inscrites sur le programme d'action nationale au niveau du Conseil et du Président-fondateur.

La fraction parlementaire du Nord-Kivu, faisant voler en éclats le groupe parlementaire du Kivu, paralyse donc un des précieux instruments qui doit permettre au Pouvoir de faire les aspirations du peuple.

Mais je retiens enfin - et c'est ce qui est triste - que personne n'a pu, à cette occasion, défendre ses intérêts pour transcender ces divergences et appeler toutes les forces autour d'une table ronde. Une table de négociation et de concorde. Ce qui permet de constater un autre constat amer : aucun "sage" du Kivu en mesure d'assumer une telle mission sentiment communautaire fait défaut chez une personne(s) que souvent l'on a pris l'habitude de désigner comme "leader(s) du Kivu", l'occasion de moult déplacements de prestige dans la région. Il n'y a pas que le prestige pour l'Etat. On l'oublie souvent. Maintenant, avant. L'on a en vain tourné les yeux vers les "comitards" à la Centrale du Parti-Etat.

Tout compte fait, nos parlementaires ont tout de même fait preuve de maturité en refusant au rancart cette politique sectaire qui apportera que faiblesse et discrédit à la région la plus peuplée du Zaïre.

Demain, le peuple interrogera et jugera.

Mutiri-wa-Bashara